

Lutter contre la pandémie de manière réaliste et scientifique

[MATHIAS DEWATRIPONT, L'ECHO, 19 SEPTEMBRE 2020](#)

La situation actuelle n'est malheureusement pas simple. Mais persister dans l'effort est important pour préserver tant la santé de la population que l'économie du pays.

La lutte contre le coronavirus est malheureusement loin d'être gagnée. Après la décrue de mai-juin, le rebond rapide des contaminations à partir de la mi-juillet a été stoppé une dizaine de jours après l'entrée en vigueur des mesures restrictives décidées fin juillet et a commencé ensuite à décroître.

Cependant, **nous assistons à un nouveau rebond depuis début septembre**, plus que probablement dû à un moindre respect de ces mesures («lockdown fatigue») et au retour des vacances. Malheureusement ce rebond-ci a lieu à partir d'un niveau de contaminations quotidiennes 5 fois plus élevé qu'à la mi-juillet (400 contre 80) et un taux de positivité 3 fois plus élevé (3% contre 1%).

Couplé à la réouverture des écoles et des universités et au temps qui va se refroidir, le défi est grand : même si on préférerait toutes et tous que le virus s'éloigne et que la 'vie d'avant' reprenne, **la vraie question n'est pas aujourd'hui comment relâcher les contraintes mais jusqu'où les resserrer.**

Tout n'est pas noir

Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles : grâce essentiellement à un âge moyen plus bas des cas positifs et à un testing plus intensif, le ratio entre hospitalisations et décès d'un côté, et cas confirmés de l'autre, a beaucoup diminué par rapport à mars-avril. Ceci étant dit, **se concentrer sur une comparaison entre Belgique il y a 5-6 mois et Belgique maintenant a ses limites**, et ce pour deux raisons.

Premièrement, parce que la première vague a frappé un pays non préparé, et qui, quelle que soit la manière de compter, a connu un nombre de morts par habitant parmi les plus élevés d'Europe. **Nous devons avoir une bien plus grande ambition en matière de minimisation des décès.** Rappelons-nous que jusqu'ici nous en avons eu au moins 8.500 à 9.000, et

la Grèce par exemple moins de 300, pour une population quasi identique et un système de soins de santé bien moins bien financé que chez nous.

Deuxièmement, parce que **les pays européens ‘se surveillent’ maintenant**. Bien plus pertinente est la comparaison aujourd’hui entre la Belgique et les autres pays européens. Cette comparaison, qui détermine la ‘couleur’ des pays et des régions, est basée sur le nombre hebdomadaire de nouveaux cas, indicateur certes imparfait mais qui a l’avantage de nous informer ‘en avance’ sur les hospitalisations et les décès.

De toute façon, quelle que soit l’opinion de chacun quant à la gravité de la maladie aujourd’hui, ce n’est pas nous qui choisissons ‘notre couleur’, mais les autres pays européens. Et si on prend une perspective économique, **pour la Belgique, être une zone rouge ou orange est potentiellement très coûteux**.

A ce sujet, le fait que l’Allemagne, qui préside l’Union européenne au second semestre 2020, ne souhaite pas organiser les réunions qu’elle préside à Bruxelles car c’est une zone rouge, doit être un vrai coup de semonce, qui prouve par ailleurs qu’il ne suffit donc pas de relâcher les restrictions pour faire revivre l’événementiel ou l’horeca, que du contraire. **C’est la circulation du virus qui handicape l’économie, bien plus que les restrictions actuelles** (qui sont sans commune mesure avec le lockdown de mars-avril), comme le documentent notamment les excellents articles de Gert Peersman et de Paul De Grauwe publiés respectivement dans De Standaard le 1^{er} septembre et De Morgen le 15 septembre.

Quelles sont nos ambitions ?

A un moment où nous évoluons vers une phase plus ‘structurelle’ de l’épidémie, **il est crucial de commencer par définir explicitement notre ‘ambition’ par rapport aux critères européens**. Eviter d’être une zone rouge ou orange semble très naturel, sachant que les seuils de contamination qui délimitent les couleurs évolueront logiquement en fonction de la gravité de la maladie.

Une fois cette ambition définie, l’efficacité et la capacité du système de testing et tracing (qui doit bien entendu être le meilleur possible, mais on doit être réaliste quant à sa capacité de vaincre les réticences individuelles à ‘coopérer’) permet, via les modèles épidémiologiques – imparfaits bien entendu mais très utiles – de **définir un nombre moyen de contacts individuels permis pour atteindre ce niveau d’ambition**.

Il revient enfin aux autorités politiques d’ ‘allouer’ ce nombre moyen en fonction des priorités sociétales. Il est naturel à cet égard de permettre en

priorité à l'économie de fonctionner le mieux possible et aux écoles de rester ouvertes. Ce qui veut dire aujourd'hui **être vigilant concernant la distanciation sociale, le port du masque et aussi les interactions dans la sphère privée**, qui engendrent beaucoup de contaminations.

A ce sujet, **même si le port du masque n'est pas plaisant, il faut savoir que son 'rapport qualité-prix' est excellent** : The Economist a calculé qu'il 'rapporte' en moyenne 56 US\$ (47 €) de PNB par personne par jour porté pour un masque qui coûte environ 50 cents.

Il en va de la bulle comme de la sécurité routière

Il en va de même pour la limitation des interactions privées, dont le resserrement a fonctionné au mois d'août. En fait, une règle qui rende le niveau de contacts privés contingent à l'évolution des contaminations est très naturelle, puisqu'un tel changement est bien moins coûteux qu'une modification régulière des règles d'ouverture/fermeture des écoles, des magasins ou des entreprises.

En outre, **le concept de 'bulle'** a été passablement simplifié depuis début juin : il s'agit juste d'un nombre X de contacts étroits permis sur une période de Y semaines, avec X et Y qui varient en fonction de la situation épidémique. **Ce n'est pas plus compliqué qu'une politique de sécurité routière qui limite la vitesse permise selon le type de route, le volume du trafic ou la météo.** Et le fait que moins de 100% de la population respectent la règle, ce qui est le cas également pour les limites de vitesse, ne rend pas la mesure inopérante. Ceci étant dit, le respect de ces mesures et donc leur efficacité augmentent avec la qualité de la communication, en particulier de la part de nos décideurs politiques.

La situation actuelle n'est malheureusement pas simple. Mais **persister dans l'effort est important pour préserver tant la santé de la population que l'économie du pays** (et donc la capacité de financer les biens collectifs et la sécurité sociale) et l'éducation de notre jeunesse. Bien entendu, certaines personnes souffrent de ces mesures, économiquement, socialement et/ou psychologiquement. La réponse appropriée à ces souffrances est d'**offrir des aides ciblées** mais suffisantes à ces personnes, pas de laisser la circulation du virus dérapier avec un risque de devoir se résoudre à un nouveau lockdown généralisé comme en Israël par exemple.

Mathias Dewatripont

Professeur à l'Université libre de Bruxelles (Igh, ECARES et Solvay Brussels School) et membre du GEES d'avril à juillet 2020